

Malnutrition et politiques agro-alimentaires en Bolivie (1)

André FRANQUEVILLE (1), Joseph LAURE (2)

(1) *Géographe ORSTOM, Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición, La Paz, Bolivie*

(2) *Nutritioniste ORSTOM. INCAP, Guatemala City, s/c Ambassade de France au Guatemala*

RÉSUMÉ

Surtout connue en Europe pour son instabilité politique, ses coups d'État incessants et, aujourd'hui, pour sa culture de la coca, la Bolivie est aussi, on le sait moins, le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud comme en témoignent tous les indicateurs socio-économiques disponibles.

Mais la malnutrition qui sévit dans ce pays et qui semble bien en voie d'aggravation, n'est nullement le produit d'une nature particulièrement ingrate, car Altiplano, Vallées et Oriente pourraient heureusement combiner leurs ressources agricoles pour satisfaire la demande alimentaire nationale. Elle est bien davantage le résultat de politiques agricoles, passées et présentes, conduites en fonction d'intérêts qui furent rarement ceux de l'ensemble de la population.

MOTS-CLÉS : Amérique du Sud — Bolivie — Malnutrition — Politique agro-alimentaire — Production agricole — Agro-industrie — Paysannerie — Importations alimentaires — Pouvoir d'achat.

SUMMARY

Malnutrition and food and agricultural policies in Bolivia

In Europe, by and large, Bolivia is notorious for political instability, countless coups d'État, and in a more modern context, for its coca production. It is less widely known as the poorest country in South America, a fact evidenced by all available socio-economic indicators.

Nevertheless, the malnutrition rife in the country, and which seems to be worsening, is in no way due to a hostile natural environment, given that the combined production of the Altiplano, Valleys, and Eastern Region could successfully meet the country's food requirements. Malnutrition is far more the outcome of past and present agricultural policies implemented to favour interests which were seldom shared by the people as a whole.

KEY WORDS : South America — Bolivia — Malnutrition — Food and agricultural policies — Agricultural production — Agroindustry — Tenant farmers — Food imports — Purchasing power.

(1) Cet article est paru sous forme abrégée dans le Supplément à « La Lettre de Solagral » n° 13 (nov. déc. 86) sous le titre : La situation alimentaire en Bolivie.

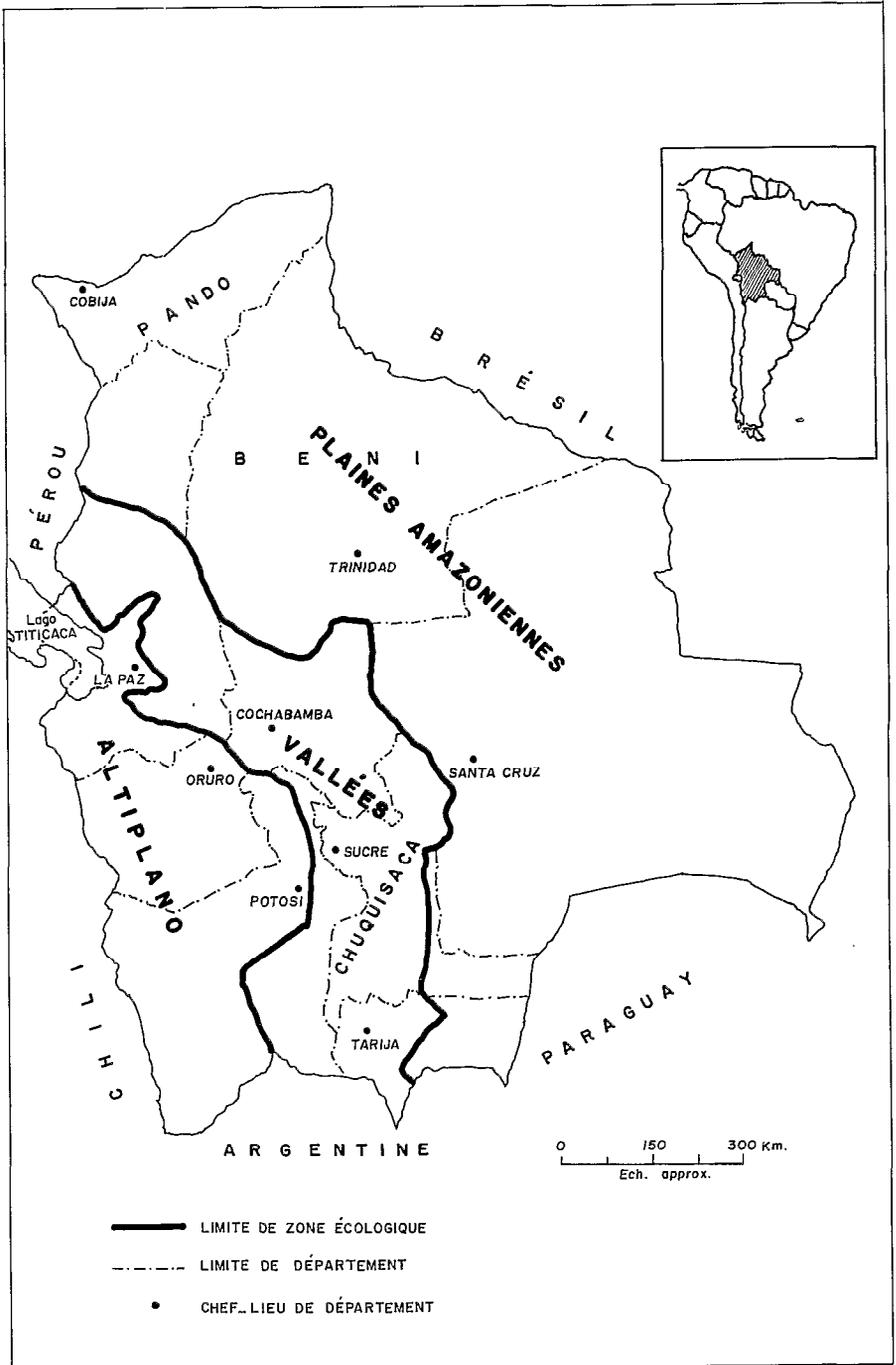


FIG. 1. — Bolivie : carte de situation

RESÚMEN

Malnutrición y políticas agro-alimentarias en Bolivia

En Europa, decir Bolivia es evocar la imagen de un país marcado ante todo por la inestabilidad política, los sucesivos golpes de estado y, hoy por hoy, el cultivo de la coca. Se ignora, no obstante, el hecho de que Bolivia es el país más pobre de América del Sur, como queda demostrado por todos los indicadores socio-económicos disponibles.

Sin embargo, la malnutrición que asola el país y que, aparentemente, se agrava no es producto de una naturaleza hostil, pues el Altiplano y las regiones de los Valles y el Oriente muy bien podrían aunar sus recursos para así satisfacer la demanda nacional en materia de alimentos. Dicha malnutrición es mucho más producto de políticas agrícolas pasadas y actuales, adoptadas en términos de intereses que sólo a título excepcional han sido los del pueblo en su conjunto.

PALABRAS CLAVE : Sudamérica — Bolivia — Malnutrición — Política agrícola y alimentaria — Producción agrícola — Agroindustria — Campesinos — Importación de alimentos — Poder adquisitivo.

Bien qu'elle partage avec les quatre autres républiques andines (Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou) de nombreux points communs, la Bolivie présente des aspects très particuliers qui fondent son originalité en Amérique du Sud. Relevons, parmi les points communs, une superficie (1 100 000 km²) du même ordre que celle du Venezuela, de la Colombie ou du Pérou, une même division en grandes zones écologiques longitudinales (« Altiplano » avec ses cordillères, Vallées et « Oriente »), une concentration historique de sa population dans les régions andines (80 % de la population sur 41 % de la superficie du pays en 1976).

Parmi les points marquants particuliers au pays figurent :

— l'absence de littoral maritime, lequel lui fut arraché en 1879 après une guerre malheureuse contre le Chili;

— la faiblesse de sa population : 6 250 000 habitants en 1984, soit une densité générale de 5, hab/km², deux à quatre fois moindre que celle des autres pays andins;

— une population où les autochtones de « l'Altiplano » et des Vallées (Quechua et Aymara), petits cultivateurs de minifundios, prédominent largement : 70 % du total, les descendants d'Européens, essentiellement citadins, ne comptant que pour 10 % et les métis pour 20 %;

— une histoire qui, depuis quatre siècles, n'est autre que celle d'un intense pillage de ses richesses minérales (argent de Potosi, étain d'Oruro, or des rivières ...) entièrement destinées à l'exportation, le relais étant pris aujourd'hui par le gaz naturel;

— une réforme agraire proclamée en 1953 qui a, certes, supprimé de nombreux latifundios, mais dont le bilan général n'est pas très positif, parce qu'elle fut acte politique et nullement économique.

Ces quelques grands traits qui caractérisent la Bolivie laissent déjà deviner les conditions dans lesquelles se pose le problème de l'alimentation de ce pays dont la population rurale constitue, en 1984, 53 % de la population totale, mais ne participe que pour 17 % au P.I.B. (DANDLER, 1985).

MALNUTRITION ET COUVERTURE DES BESOINS ALIMENTAIRES

Tous les indicateurs concordent pour classer la Bolivie au rang des pays les plus déshérités d'Amérique, voisinant dans la pauvreté avec la République d'Haïti dont la situation est mieux connue du public francophone. Le tableau I donne quelques chiffres qui se passent de commentaire :

TABLEAU I
Quelques données sur l'état de la population

	Bolivie	Haïti	Amérique Latine
Population sous-alimentée (%)	45	38	15
Couverture calorique (% des besoins)	83	93	108
Taux de mortalité infantile (‰)	131	115	67
Espérance de vie à la naissance (années)	49	51	63

Source : Dossiers et Documents du Monde n° 108, février 1984.

La situation d'ensemble est donc sombre et évoque celle des pays les plus démunis d'Afrique. Mais, bien sûr, elle n'est pas partagée de façon égale par toute la population bolivienne. Entre grandes régions écologiques, entre villes et campagnes, entre quartiers d'une même ville existent des inégalités très profondes.

Selon le dernier recensement de la population (1976), le taux général de mortalité infantile étant de 167‰, mais avec des écarts considérables entre « l'Altiplano » : 191‰, les vallées andines : 210‰, et les plaines de « l'Oriente » : 120‰. Moins élevée en ville (121‰ à La Paz, 150 dans les villes secondaires), elle culmine dans les hautes vallées du pays : 223‰, et probablement plus si l'on tente de corriger l'évidente sous-déclaration des décès d'enfants dans ces régions fort isolées.

Or cette impressionnante mortalité infantile traduit non seulement un environnement social et médical insuffisant (2), mais aussi un déficit nutritionnel chronique qui touche enfants comme adultes. La population à haut risque qu'est celle des enfants de moins de 5 ans, en souffre particulièrement : la moitié de ceux-ci sont atteints de dénutrition. Cette dénutrition est plus grave en zone rurale qu'en zone urbaine mais sévit aussi plus particulièrement dans les vallées et sur « l'Altiplano » ou entre la moitié et les deux-tiers des enfants n'atteindront jamais leur développement normal.

La population infantile présente, dans une proportion de 40 %, des signes de dénutrition chronique ; c'est là le problème nutritionnel majeur du pays, plus grave en altitude (« Altiplano » et vallées) que dans les plaines de l'Amazonie. Par

(2) Ajouté à un manque total d'hygiène car, traditionnellement, la maladie et l'hygiène ne sont nullement reliées.

TABLEAU II
Proportion (%) d'enfants dénutris entre 6 mois et 5 ans

	"Altiplano"	Vallées	Plaines	Ensemble
Zone Rurale	62,2	54,4	36,0	50,8
Zone urbaine	51,8	46,8	26,6	41,7
Ensemble	57,2	50,8	31,5	46,5

Source : INAN, 1981.

contre, la dénutrition aiguë, plus rare, augmente en sens inverse de l'altitude, avec des taux les plus élevés dans les plaines.

Cet état nutritionnel de la population infantile constitue un bon indicateur de la situation de l'ensemble de la population, généralement plus difficile à appréhender. Les enquêtes sur la couverture des besoins alimentaires de toute une population sont en effet difficiles à mener et donc rares, ici plus qu'ailleurs. Cependant la comparaison de différentes sources permet de se faire une idée de son évolution depuis une vingtaine d'années (DANDLER, *op. cit.*).

Entre 1958 et 1984, la consommation de calories a diminué de 6,5 %, celle de protéines de 8,5 %, la chute concernant non seulement les aliments réputés chers : lait et viandes, mais aussi les produits de consommation traditionnelle en Bolivie tels le maïs, la quinoa, l'orge, les tubercules. En ce qui concerne la ville de La Paz d'importants déficits en calories, calcium et vitamine A existent dans les quartiers d'habitat spontané (VILLEGAS, 1985).

Ainsi, à l'évidence, malnutrition et insuffisances alimentaires constituent un problème majeur pour la Bolivie, probablement en voie d'aggravation depuis une vingtaine d'années, et cela en dépit d'une localisation sous « des tropiques naturellement bienveillants » (P. GOUROU), en dépit de l'étonnante variété de potentialités agricoles qu'offre la diversité des étages et des niches écologiques, en dépit d'une population (et donc de bouches à nourrir) peu nombreuse et qui se consacre encore majoritairement à l'agriculture.

PRODUCTION ET POLITIQUE AGRICOLES

De cette situation alimentaire inquiétante faut-il accuser les agriculteurs qui seraient incapables de nourrir le pays, soit par incompetence, soit que les conditions climatiques rendent trop aléatoire une production qui ne saurait être à hauteur des besoins nationaux ?

Certes, comme les pays voisins, la Bolivie a récemment été très fortement touchée par les désastres naturels de 1983 : sécheresse prolongée sur « l'Altiplano » et dans les hautes vallées, et, au contraire, inondations catastrophiques dans les plaines d'Amazonie. Si l'on prend comme base de référence l'année 1970 (indice 100), la production est tombée, en 1983, à 44 pour la pomme de terre, 31 pour le maïs frais, 42 pour l'orge, 51 pour l'arachide, etc.

Pourtant, observée à long terme, la production agricole marquait, pour la plupart des cultures, une nette tendance à la croissance. Après une chute passagère liée aux premières années de la Réforme Agraire (1952-1954), la production agricole croît. Entre 1952 et 1958 son taux de croissance annuel moyen est de 6,3 % pour « l'Altiplano » et les vallées, et de 3,5 % pour

«l'Oriente» où s'ouvre alors la «frontière agricole». Entre 1958 et 1970 la croissance générale se poursuit, quoique les tendances régionales s'inversent : 3 % pour «l'Altiplano» et les vallées et 9,9 % pour «l'Oriente». Les mêmes tendances se continuent jusqu'en 1975, mais le secteur agricole semble ensuite perdre peu à peu son dynamisme, évolution que l'on ne peut comprendre qu'en distinguant les différents types et zones de production du pays :

— Hormis la période de sécheresse 1983-1984, l'agriculture paysanne de «l'Altiplano» et des vallées augmente régulièrement sa production de pommes de terre, maïs et céréales.

— En zone tropicale et sub-tropicale la production des deux cultures paysannes les plus importantes, manioc et riz, apparaît très fluctuante, les deux seuls produits en croissance constante étant le café et la coca.

— Au contraire l'agro-industrie de «l'Oriente» (zone de Santa Cruz) traverse une crise évidente. La production de coton se réduit à peu de chose à partir de 1978, celle de sucre chute inexorablement, l'arachide stagne et seule la culture du soja connaît un envol spectaculaire à peine affecté par les inondations de 1983.

Mais il faut remarquer que cette évolution contrastée dans le temps et dans l'espace s'accompagne et s'explique en partie par une considérable expansion de la superficie cultivée. De l'indice 100 en 1963-65, celle-ci passe à 146 en 1980 et 153 en 1984, mais, ici encore, l'évolution est très différente selon les secteurs géographiques du pays (tabl. III).

TABLEAU III
Évolution de la superficie cultivée (indices)

	1963-65	1980	1984
Ensemble du pays	100	146	153
Agriculture paysanne des terres froides & tempérées	100	121	126
Agriculture paysanne des terres tropicales et sub-tropicales	100	245	294
Agro-industrie de "l'Oriente"	100	426	367

Le plus fort accroissement est celui des plaines amazoniennes, en particulier à cause du «boom» du coton en 1979. En second lieu viennent les terres tropicales, à la fois zones de colonisation (les Yungas) et zones qui ont le plus profité de la Réforme Agraire, l'accroissement portant surtout sur les terres cultivées en riz, café et coca. En zone froide ou tempérée, la superficie cultivée augmente aussi, mais de façon beaucoup plus modérée qu'ailleurs ; mais surtout, fait fondamental, bien qu'elle porte la grande majorité de la population paysanne du pays, cette zone voit son importance relative dans l'ensemble des terres cultivées diminuer : 86 % du total en 1963-65, 73 % en 1980, 71 % en 1984.

Ces changements sont avant tout le fruit des mesures de politique agricole prises depuis la Réforme Agraire jusqu'à aujourd'hui. L'objectif déclaré du gouvernement était de mener une politique de substitution des importations alimentaires auxquelles le pays devait recourir depuis le début du siècle. Selon l'analyse qui en était faite alors, l'origine de la situation alimentaire du pays qui nécessitait de telles importations se trouvait à la fois dans une densité rurale trop élevée en zone andine, une mauvaise répartition des terres et dans une agriculture

trop exclusivement tournée vers l'auto-subsistance. On a donc pensé que la solution résidait dans le développement d'une puissante agro-industrie qui serait implantée sur les terres vierges et réputées riches de l'Amazonie auxquelles fut consacrée la majorité des crédits agricoles. Ainsi, entre 1977 et 1982, le département de Santa Cruz reçut 42 % des crédits agricoles et, à l'intérieur de ce département, les entreprises agro-industrielles reçurent 85 % du total attribué, les petits paysans 8 % et les coopératives 3 %.

Et de fait, cet effort semble avoir porté ses fruits, du moins au début : à partir des années 60 le pays cesse d'importer sucre, riz et coton qui représentaient, en 1950, 35 % des importations et, en 1970, la Bolivie n'importe plus que sept produits alimentaires : bétail, blé et farine, lait, huiles, graines oléagineuses, fruits et tabac.

Est-ce donc le succès de la politique agricole préconisée? La suite de l'histoire le dément. D'une part, entre 1950 et 1983, le total des importations continue d'augmenter, passant de l'indice 100 à l'indice 398, ces importations portant essentiellement et de façon de plus en plus marquée sur le blé et la farine, les produits laitiers et les oléagineux (en tout 80 % des importations alimentaires en 1976). D'autre part la production de certaines cultures essentielles baisse : sur la base de 100 en 1976, la production de blé par tête tombe à 49 en 1983 tandis que les importations atteignent l'indice 487 la même année (MORALES, 1985); entre 1952 et 1980, la production de cette céréale n'est multipliée que par 1,5 quand les importations le sont par 3,1.

Que se passe-t-il donc? Pourquoi cet échec d'une politique apparemment judicieuse et qui aurait dû mener le pays à l'indépendance alimentaire?

LES RAISONS D'UN ÉCHEC

A la situation alimentaire actuelle du pays, caractérisée par une malnutrition étendue à la moitié de la population infantile, une production agricole en baisse, une croissance continue des importations alimentaires, les raisons sont multiples. Les unes sont d'ordre général, telles l'urbanisation de la population, les changements dans les régimes alimentaires, d'autres sont plus circonstancielles : sécheresses, inondations. Mais il en est d'autres, plus particulières, qui font que la Bolivie apparaît, sous cet aspect aussi, plus « mal partie » que d'autres pays d'Amérique du Sud. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous en retiendrons quatre.

Le choix d'un « Oriente » agro-industriel

En 1973, le département de Santa Cruz produisait 100 % de la récolte bolivienne de coton, 85 % du sucre, 80 % du riz, 90 % du soja, auxquels on peut ajouter 30 % du maïs, 30 % de l'élevage bovin, 70 % du bois, etc. Cette spécialisation a rapidement dépassé le but initial, celui de satisfaire le marché intérieur au demeurant fort étroit, pour tenter de s'orienter vers l'exportation dans l'espoir de procurer au pays les devises que la production minière ne lui fournit plus. Il s'agit donc d'une agriculture qui se trouve sous la dépendance directe du marché international, dépendance périlleuse comme le prouve l'effondrement de la culture du coton après 1980, suite à l'effondrement des cours de ce produit.

Une autre particularité de cette agriculture amazonienne, qui vient encore accroître sa fragilité, est son caractère extensif et « minier ». La qualité de la production est donc médiocre, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'élevage : semences et animaux non sélectionnés, peu de vaccination du bétail, techniques



PHOTO 1. — Orpailleurs dans la zone des Vallées : une occasion de compléter les revenus de l'agriculture. (Cliché auteurs)

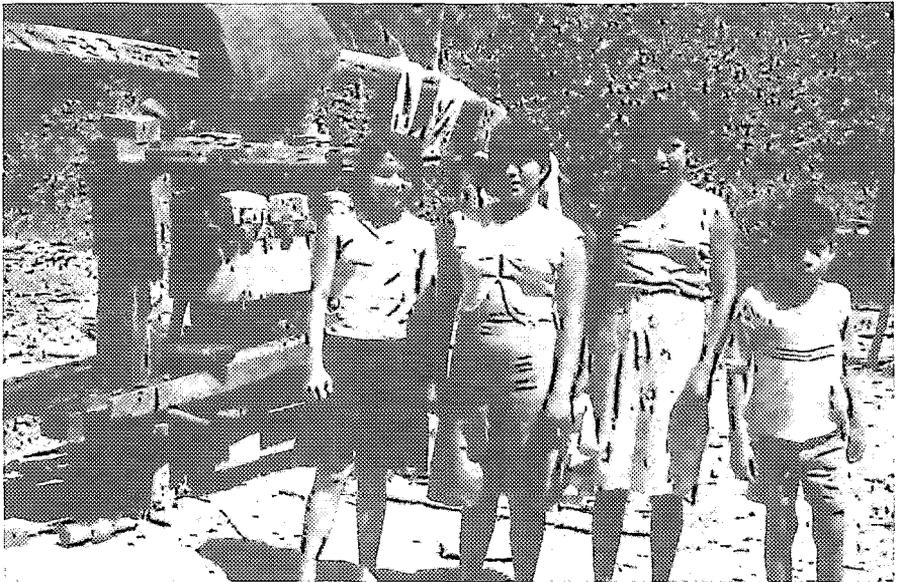


PHOTO 2. — Pressoir (*trapiche*) pour la fabrication artisanale du jus et du sucre de canne dans le Béni. (Cliché auteurs)

inadaptées, absence de moyens de conservation ... Les excédents de la production de riz trouvent difficilement acheteur sur le marché international.

En réalité, si l'on excepte le cas des colonies japonaises et mennonites (quelques 1 500 familles) puissamment aidées par des capitaux étrangers, deux grands systèmes de culture coexistent sur ce front pionnier :

— Les grandes entreprises agricoles de plusieurs milliers d'hectares dont les propriétaires vivent en majorité en ville et montrent généralement peu de compétence et d'intérêt pour une bonne gestion de leur domaine : terres cultivées de façon ultra-mécanisée (*over-tillage*) jusqu'à épuisement, sans restitution, et abandonnées ensuite à l'élevage extensif. Une autre partie du domaine est alors défrichée et utilisée de la même façon. « En dépit d'un haut degré de mécanisation et malgré l'importance économique de la zone, ces grandes entreprises agricoles pratiquent une agriculture extensive et d'une certaine façon archaïque. Les systèmes de culture et les techniques agricoles ne sont pas adaptés à la situation écologique fragile et ne contribuent pas de façon suffisante au maintien du potentiel productif de la région » (MOLL, 1981). Il en va de même du système d'élevage qui, par le surpâturage de terres agricoles déjà dégradées, en achève la destruction.

— Les petits agriculteurs de « l'Oriente » sont des colons », installés ou non par les organismes de colonisation. Les zones qui leur sont réservées l'ont été sans études préalables suffisantes, tant sur les possibilités agricoles des sols que sur les moyens d'évacuation de la production, de sorte que ces agriculteurs vivent généralement une situation d'isolement et de marginalisation économique et sociale totale. Sans moyens techniques ni même animaux de trait, sans soutien aucun, ils pratiquent une agriculture itinérante surtout consacrée au riz et, dans une moindre mesure, à la canne à sucre. Après deux ou trois années de culture, les rendements baissent et le colon va un peu plus loin vers le nord défricher un autre terrain, à moins que, découragé, il n'aille s'installer dans les villes de Montero ou de Santa Cruz. Ainsi le village de colonisation de Monte Verde fondé « dans l'enthousiasme » il y a cinq ans avec une centaine de familles, n'en compte-t-il plus aujourd'hui que douze (Presencia, 7.01.86).

Il apparaît donc qu'à tous points de vue l'agriculture du front pionnier amazonien est une agriculture extrêmement fragile, tant par les systèmes de production utilisés, que par sa dépendance du marché national ou international et la vulnérabilité du milieu écologique. Ce dernier aspect est sans doute le plus grave parce que irréversible : la destruction des ressources naturelles à laquelle aboutit un type d'agriculture et d'élevage pratiqué sans aucune précaution. Des études ont montré le développement d'un processus de désertification de toute la région de Santa Cruz où une déforestation quasi totale, le surpâturage, l'usage excessif de machines agricoles sur ces sols d'origine éolienne s'ajoutent aux effets agressifs des pluies tropicales et des vents violents venus de la cordillère, pour rendre actives d'anciennes dunes de sable ou donner naissance à de nouvelles qui envahissent les terres cultivées. On comprend que, dans de telles conditions techniques et écologiques, la productivité des cultures de « l'Oriente » demeure faible, stagne ou même régresse (canne à sucre : 36 t/ha, riz : 1,7 t/ha, coton : 538 kg/ha). L'Amazonie n'est donc visiblement pas la terre promise que l'on croyait et l'utilisation qui est faite des privilèges accordés par les Pouvoirs Publics aux grandes entreprises de cette région devrait, pour le moins, être reconsidérée.

L'abandon de la paysannerie

Certes, cet abandon n'est pas un fait nouveau puisque l'Empire Inca, puis de façon beaucoup plus meurtrière la Colonie espagnole ont utilisé sans compter la main-d'œuvre paysanne indienne pour l'exploitation des mines de Potosi ou d'Oruro. Mais ici l'histoire semble se répéter indéfiniment : abandon social,

culturel, médical, économique, que reflète l'état nutritionnel des campagnes. R. MORALES (1984) a pu dresser des cartes de la pauvreté en Bolivie qui font apparaître un groupe géographique «sinistré» très homogène recouvrant «l'Altiplano» et une fraction importante des vallées (départements de La Paz, Oruro, Cochabamba, Potosi, Chuquisaca, Tarija).

On a vu que la population rurale constitue, en 1984, 53 % du total ; or, une proportion de 83 % vit sur «l'Altiplano» et dans les vallées, c'est-à-dire dans les zones d'agriculture traditionnelle, là où 77 % des exploitations ont moins de 10 ha et 60 % moins de 5 ha. Il est des villages où la terre cultivée se mesure non en hectares, mais en nombre de sillons. Pourtant, fait remarquable, un document récent du Ministère de l'Agriculture souligne que 80 % de la production alimentaire destinée au marché intérieur provient encore, en 1986, de ce secteur paysan (Presencia, 21.1.86).

En dépit de cette importance économique publiquement reconnue, l'État laisse ce secteur dans un état d'abandon quasi total que deux exemples, celui des prix et celui des crédits au producteur, suffiront à démontrer.

— Le niveau des prix des denrées alimentaires est avant tout dicté par le pouvoir de pression qu'exercent sur le gouvernement les différents secteurs économiques (population urbaine, producteurs, intermédiaires) à travers différents types d'organisations. Or les paysans ne possèdent pas de telles organisations, qui, si elles tentent de se former, sont aussitôt réprimées ou noyautées par le parti au pouvoir. Cette «incroyable persistance dans l'erreur» (J. L. ROCA, 1985) commence en 1953, peu après la Réforme Agraire et s'est poursuivie presque sans interruption jusqu'en 1982. Les prix au producteur ont été systématiquement «gelés» tandis que ceux des équipements et intrants agricoles demeuraient «libres». En réalité ce système ne portait préjudice qu'à la petite paysannerie, obligée, dans les faits, de vendre sa production à des prix inférieurs au cours fixé à cause de la situation de concurrence dans laquelle elle se trouve face aux intermédiaires et aux transporteurs. Au contraire les entrepreneurs agricoles de «l'Orient» disposaient d'un pouvoir économique et politique suffisant pour échapper au système, ne serait-ce qu'en obtenant des subventions pour l'exportation de leur production. J. PRUDENCIO (1984) montre ainsi que, entre 1970 et 1975, les prix des produits alimentaires d'origine paysanne ont diminué de 43 % et ceux de l'agriculture capitaliste ont augmenté de 87 %. Or il semble bien qu'ici comme en d'autres pays andins une partie de cette paysannerie ne vit pas en situation d'autosubsistance, mais est formée d'agriculteurs profondément intégrés au marché et qui ne peuvent vivre sans vendre leur production.

— Les choix qui président à l'attribution des crédits agricoles témoignent de façon moins nette du peu d'intérêt accordé à la paysannerie. Entre 1964 et 1971 la Banque Agricole de Bolivie, principal organisme de crédit pour ce secteur, n'a octroyé que 3,1 % de ses prêts aux petits cultivateurs. En 1979, un programme de crédits financé par l'USAID et la Banque Centrale a accordé 1 800 prêts pour l'agriculture : 70 % furent destinés à l'agro-industrie. En réalité, seules les productions destinées au marché international peuvent bénéficier de ces crédits : ainsi, en 1977, quand la culture du coton recevait 100 pesos de crédit à l'hectare et la canne à sucre 23, celle de la pomme de terre n'en recevait que 9,5, celle du blé 1,2 et celle du maïs 0,6. Ce sont pourtant là des aliments de base en Bolivie.

On ne saurait donc s'étonner que, sans grand espoir de pouvoir sortir d'une telle situation, les paysans se tournent quand ils le peuvent vers d'autres activités plus lucratives que la culture pour le marché alimentaire. Pour ceux de «l'Altiplano», ce sont les revenus tirés d'une émigration temporaire vers la ville, l'étranger, les mines d'or ou les travaux agricoles saisonniers de «l'Orient» et des «Yungas», ou bien la recherche d'un emploi stable à La Paz. Pour ceux des Vallées et des zones de colonisation, le salut se trouve dans la miraculeuse culture

de la coca, voire la fabrication domestique ou salariée de la «pasta». Avec une production de quelque 100 000 tonnes de feuilles, la Bolivie est devenue l'un des premiers producteurs mondiaux de coca (Presencia, 10.11.1985). Ce ne sont vraisemblablement pas les campagnes de destruction de plantations menées par le gouvernement et financées par les États-Unis, qui régleront le fond du problème.

La «sirène» des importations alimentaires

Le paradoxe est grand quand on compare la volonté affirmée depuis longtemps par l'État d'exporter les productions agricoles (et la campagne actuelle pour «l'agro-poder» manifeste toujours cette orientation) avec la croissance constante des importations alimentaires à laquelle il consent. C'est qu'en réalité, il ne s'agit nullement d'arriver à une quelconque indépendance alimentaire, mais bien plutôt de rechercher à la fois une sécurité alimentaire et socio-politique et une rentrée de devises à tout prix, pour montrer au moins un semblant de solvabilité face aux organismes internationaux de crédit.

Avec le «boom» de l'étain au début du siècle (1900-1925) commence un processus de concentration de la population autour des centres miniers qui provoque une première crise de ravitaillement «urbain» à laquelle les Pouvoirs Publics répondent en faisant déjà appel à l'importation. Entre 1910 et 1925, les denrées alimentaires constituent déjà 25 % du total des importations et atteignent 43 % entre 1940 et 1945. Peu après la Réforme Agraire, les États-Unis commencent un vaste programme d'assistance alimentaire à la Bolivie considérée comme un pays «marxiste mais anti-communiste». Entre 1953 et 1982 le quart du programme d'aide (230 millions de dollars) fut consacré à l'Aide Alimentaire pour la Paix (P.L. 480) et la moitié de celui-ci consista en «dons» d'aliments.

Si le blé et la farine constituent la majorité de ces dons, en font partie aussi le lait en poudre, l'huile, le maïs, la margarine, le fromage et autres produits laitiers, toutes denrées qui pourraient aussi bien être produites dans le pays si l'on décidait d'y porter réellement intérêt. N'est-il pas d'ailleurs remarquable que, tandis que les importations de blé augmentaient de 91 % entre 1970 et 1981, la production nationale diminuait de 50 % sans qu'aucune calamité naturelle n'explique cette chute (PRUDENCIO, 1984).

Outre cette aide officielle des États-Unis, la Bolivie reçoit également des aliments par le biais du P.A.M. (Programme Alimentaire Mondial) des Nations Unies et par les programmes d'urgence qui combinent les deux sources, sans compter les organisations privées, la C.E.E. et l'Argentine, pays frère auquel eurent recours les dictateurs. Toutes ces importations sont en augmentation constante : + 32 % pour le blé, entre 1977 et 1983, + 48 % pour les huiles comestibles, + 34 % pour les fruits, etc. On sait les menaces que fait peser une telle «aide» sur l'indépendance des pays, quels qu'ils soient, et on sait aussi l'engrenage dans lequel ceux-ci s'engagent par le biais des besoins ainsi créés. Or il ne se passe pas de semaine sans que les journaux annoncent quelque don d'aliments pour «aider le pays», car les occasions sont nombreuses. À ce tableau, il faudrait pouvoir ajouter la somme des aliments entrant en contrebande depuis les pays voisins : selon les journaux 40 à 45 tonnes de viande, pomme de terre et riz arriveraient ainsi clandestinement du Pérou chaque jour (Presencia, 10.01.1986).

Il est bien évident que, dans un tel contexte de concurrence déloyale ou même provoquée par les Pouvoirs Publics, le paysan ne se trouve nullement incité à produire davantage pour le marché intérieur.

La faiblesse du pouvoir d'achat

La situation de la majorité des citoyens n'est guère plus enviable que celle des ruraux, en particulier pour ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés à

trouver un emploi convenablement rémunéré, les immigrants. A La Paz, ceux-ci forment près de la moitié de la population.

La faiblesse du pouvoir d'achat urbain est en rapport avec celle du nombre des emplois offerts aux citadins et avec celle des salaires réels dont la chute est vertigineuse depuis 15 ans : sur la base de 100 en 1970, l'indice des salaires réels tombe à 80 en 1975 et 60 en 1982 (Ministerio de Trabajo...). En ville, la diminution du nombre d'emplois touche particulièrement, à partir de 1980, les secteurs de la construction et des industries manufacturières, tandis que croît la population occupée dans le petit commerce et l'ensemble du secteur informel.

Prenant comme base l'année 1975, l'étude récente de J. LAURE et coll. (1985) indique de façon claire l'évolution comparée des salaires, des prix des produits alimentaires et du pouvoir d'achat à La Paz (tabl. IV).

TABLEAU IV
Évolution récente des salaires, des prix et du pouvoir d'achat

Années	Salaire industriel moyen	Indice des prix		Pouvoir d'achat alimentaire
		général	alimentaire	
1975	100	100	100	100
1980	234	219	213	109
1983	2 278	2 438	2 609	87

Quant au salaire minimum, il ne représentait plus, en août 1985, que 27 % de sa valeur de décembre 1982.

Mais, en raison de l'énorme inflation monétaire qui sévit dans le pays, mieux vaut, pour évaluer l'évolution des prix depuis 10 ans, exprimer celle-ci en termes de temps de travail rémunéré au salaire minimum. Le résultat ainsi obtenu est éloquent. Entre 1975 et 1983, le temps de travail exigé pour l'achat de 1 kg de la plupart des céréales (riz, orge, avoine, quinoa, maïs...) a augmenté du quart ou du tiers non seulement pour les productions nationales mais aussi, au moins jusqu'en 1982, pour les céréales d'importation censées remédier à la situation. La conséquence de cette évolution générale du pouvoir d'achat est une disparition des aliments autochtones comme source de calories bon marché (orge, quinoa, fèves et même tubercules...) et, par suite, une diminution quantitative de la ration des familles aux plus bas revenus. Les calories et les protéines les moins chères sont désormais apportées par l'agro-industrie dont on a vu la fragilité ou les importations dont on sait les dangers, tandis que la production principale des hauts plateaux (pomme de terre fraîche ou séchée) devient inaccessible même au salaire minimum, sans parler des produits d'origine animale.

Enfin, depuis 1983, l'appauvrissement de la population la plus démunie de La Paz se poursuit : en décembre 1984, le pouvoir d'achat alimentaire du salaire minimum ne représentait plus que 63 % de sa valeur de novembre de la même année, et en janvier 1985, 40 %.

De façon sommaire, la situation alimentaire actuelle de la Bolivie peut ainsi être résumée : un pays potentiellement riche, que la nature a doté de ressources agricoles variées, mal ou pas du tout exploitées, non par incapacité, mais parce que leur utilisation n'est pas au service d'une mise en valeur du pays ; elle vise plutôt à l'exportation pour obtenir devises et crédits dont on ne sait ce qu'ils deviennent.

Malgré l'austérité imposée par une politique qui se caractérise par un record mondial d'inflation monétaire et un blocage sévère des salaires, les Boliviens s'organisent pour survivre, plus ou moins bien, avec, ici ou là, des sursauts de

révolte vite réprimés. A la campagne comme à la ville, comment y parviennent-ils? Quelles stratégies mettent-ils en œuvre pour réussir à subvenir à l'essentiel de leurs besoins? Tenter de répondre à ces questions, tel est l'objet du programme de recherche menée depuis octobre 1984 dans ce pays par l'U.R. «Maîtrise de la Sécurité Alimentaire» de l'ORSTOM, en collaboration avec l'Institut National d'Alimentation et de Nutrition bolivien.

BIBLIOGRAPHIE

- BLANES (J.), 1983. — Bolivia : Agricultura campesina y mercados de alimentos. Cuadernos CERES. 121 p. annexes.
- DANDLER (J.) *et al.*, 1985. — Análisis integral de la estructura y funcionamiento del sistema agroalimentario in Bolivia. CERES. 185 p. *multigr.*
- GOUROU (P.), 1976. — L'Amérique tropicale et australe. Hachette, 432 p.
- Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición (I.N.A.N.), 1981. — Estado nutricional de la población boliviana, Ministerio de Planeamiento y Coordinación. 135 p.
- LAURE (J.) *et al.*, 1985. — Evolución de salarios y precios de los alimentos en la ciudad de La Paz (1975-1984). ORSTOM-INAN. 167 p.
- Le Monde, 1984. — Dossiers et Documents n° 108. Février.
- Ministerio de Trabajo y Desarrollo laboral, s.d. — El empleo en Bolivia. Doc. de Trabajo n° 10.
- MOLL (M.), 1981. — Problemas ecológicos en el desarrollo agrícola de Santa Cruz (Bolivia). Bern. 106 p.
- MORALES (R.), 1984. — Desarrollo y proeza en Bolivia. Análisis de la situación del niño y la mujer. U.N.I.C.E.F. 285 p.
- MORALES (R.), 1985. — La crisis económica en Bolivia y su impacto en las condiciones de vida de los niños. U.N.I.C.E.F. 222 p.
- Presencia. — Quotidien. La Paz.
- PRUDENCIO (J.), 1984. — La situación alimentaria en Bolivia. Cuadernos CERES. 158 p.
- ROCA (J. L.), 1985. — Derrotemos al hambre. U.N.I.C.E.F. 157 p.
- ROCABADO (F.) *et al.*, 1985. — La desnutrición en Bolivia. *Boletín del INAN*, n° 1. Marzo.
- Seminario sobre el sistema nacional de seguridad alimentaria, 1984. — La Paz, 15-16-17 de octubre. Ministerio de Planeamiento y Coordinación.
- Simposio sobre políticas de seguridad alimentaria, 1986. — La Paz, 26-27-28 de febrero. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. U.N.I.C.E.F.
- TERRAZAS (W.), 1983. — La supervivencia de los Bolivianos. Los Amigos del Libro. 59 p.
- USTARIZ (G.), MENDOZA (D.), 1982. — El fenómeno del «rescatismo» en la comercialización de la papa. Cuaderno de Investigación CIPCA, 23. 138 p.
- VELLARD (J.), 1963. — L'expérience agraire en Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 62 : 201-213.
- VILLEGAS (R.), 1985. — Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro de la estructura de la canasta familiar. Ciudad de La Paz, 1982. 148 p. *multigr.*